

L'Union interparlementaire demande la libération de Hussein Radjabu

@rib News, 25/06/2013 â€“ Source UIP En mission au Burundi, lâ€™UIP demande la libÃ©ration dâ€™anciens parlementaires CommuniquÃ© de presse - GenÃ©ve, le 25 juin 2013 Au terme dâ€™une mission de quatre jours sur place, lâ€™Union lance un nouvel appel aux autoritÃ©s du Burundi auxquelles elle demande de libÃ©rer deux responsables politiques qui sont en prison. Sous la conduite du PrÃ©sident du ComitÃ© des droits de lâ€™homme des parlementaires, M. Kassoum Tapo, la semaine derniÃ¨re, la dÃ©lÃ©gation de lâ€™UIP a rendu visite aux anciens parlementaires actuellement dÃ©tenus GÃ©rard Nkurunziza et Hussein Radjabu.

M. Nkurunziza faisait partie de la branche dissidente du parti au pouvoir lorsquâ€™il a Ã©tÃ© placÃ© en dÃ©tention en 2008 au motif quâ€™il aurait fourni des armes en vue dâ€™un coup dâ€™Etat visant Ã renverser le gouvernement. MalgrÃ© lâ€™absence de preuves et bien quâ€™aucune arme nâ€™ait Ã©tÃ© saisie, M. Nkurunziza est demeurÃ© en prison depuis, sans avoir jamais Ã©tÃ© libÃ©rÃ©. GÃ©rard Nkurunziza est coincÃ© en prison depuis cinq ans et fait lâ€™objet de reports constants de la justice. Kassoum Tapo, rappelant ce qui suit : « Lenteur de justice vaut dÃ©ni de justice », et de prÃ©ciser : « nous comptons sur la parole des autoritÃ©s selon laquelle cette affaire sera rÃ©glÃ©e dans les semaines qui viennent ». Lâ€™UIP plaide aussi pour la libÃ©ration anticipÃ©e dâ€™un dissident politique de haut rang, Hussein Radjabu. Lâ€™intÃ©ressÃ© peut en effet lâ€™galeme... Ã une telle libÃ©ration, dans la mesure oÃ¹ il a dÃ©jÃ purgÃ© plus du quart de sa peine. M. Radjabu a Ã©tÃ© condamnÃ© Ã dâ€™emprisonnement pour subversion en avril 2008, suite Ã une procÃ©dure entachÃ©e de graves irrÃ©gularitÃ©s. La mission est reconnaissante aux autoritÃ©s burundaises de leur coopÃ©ration, sâ€™est fÃ©licitÃ©e de la libÃ©ration de deux autres parlementaires dissidents, Pasteur Mpawenayo et Deo Nshirimana, qui ont passÃ© quatre ans en dÃ©tention prÃ©ventive avant que les charges retenues contre eux ne soient levÃ©es en 2012. Lâ€™UIP a Ã©tÃ© encouragÃ©e dâ€™apprendre de la Commission parlementaire des droits de lâ€™homme des parlementaires du Burundi continuerait Ã suivre tous ces cas de prÃ©s. Kassoum Tapo a Ã©galement exprimÃ© lâ€™espoir que la Commission VÃ©ritÃ© et RÃ©conciliation envisagÃ©e serait suffisamment indÃ©pendante et efficace pour faire la lumiÃ¨re sur les Ã©pisodes de violence qui traversent rÃ©guliÃ¨rement le pays depuis son indÃ©pendance de la Belgique en 1962, notamment avec lâ€™assassinat de dirigeants politiques clÃ©s dans les annÃ©es 90. La visite du ComitÃ© des droits de lâ€™homme des parlementaires au Burundi sâ€™inscrivait dans le cadre dâ€™une double mission dans la rÃ©gion, qui sâ€™est Ã©galement intÃ©ressÃ©e Ã des dossiers concernant la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo.